



**Fédération
des Eglises Adventistes du septième jour
du Nord de la France**

Association Cultuelle (Loi du 9 déc. 1905)

Déclarée en Préfecture de la Seine (Paris) sous le n°157 748 JO du 26/02/1918

130, boulevard de l'Hôpital

75013 PARIS

BILAN ASSOCIATION 2024

Présenté en euros

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Jean-Marie HALM

COMMISSAIRE AUX COMPTES

6 rue Daniel Schoen - 68200 MULHOUSE - ☎ 03 89 82 46 72 - Fax : 03 89 38 88 14 – E-mail : halm@cogema.experts-comptables.fr

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LA VERIFICATION DES COMPTES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Concernant la

**FEDERATION
DES EGLISES ADVENTISTES DU 7ème JOUR
DU NORD DE LA FRANCE
(Association culturelle - Loi du 9 décembre 1905)
130, Boulevard de l'Hôpital
75013 PARIS**

**FEDERATION
DES EGLISES ADVENTISTES DU 7ème JOUR
DU NORD DE LA FRANCE**
(Association cultuelle - Loi du 9 décembre 1905)

**130, Boulevard de l'Hôpital
75013 PARIS**

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association FEDERATION DES EGLISES ADVENTISTES DU 7ÈME JOUR DU NORD DE LA FRANCE** relatif à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

a. Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b. Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code

de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

III. Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points exposés dans les paragraphes suivants de l'annexe des comptes annuels :

→ Faits caractéristiques : restructuration juridique

« En vue de se conformer aux dispositions de la Loi CRPR n°2021-1109 du 24 août 2021, le Conseil d'Administration a acté le regroupement de l'ensemble des associations cultuelles membres de la Fédération des Eglises Adventistes du Septième Jour du Nord de la France, en "antennes" directement au sein de la Fédération.

A compter de 2024 les églises locales n'auront plus de personnalité juridique propre. Il n'y aura donc plus qu'une seule entité juridique (la Fédération) en support à l'exercice public du culte des Eglises Adventistes du Septième Jour du Nord de la France ».

IV. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que j'ai apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié et principaux jugements

Evaluation des créances et produits d'exploitation

(Cf. § « Description de l'entité » ainsi que § « Règles et méthodes comptables » de l'Annexe aux comptes annuels)

Au 31 décembre 2024, les dîmes recueillies s'élèvent à 9 648 132 euros et représentent près de 89 % du total des produits de la Fédération.

Il est indiqué dans l'Annexe aux comptes annuels au § « Objet social », que la Fédération des Eglises Adventistes du Septième Jour du Nord de la France « *Fédère les Eglises Adventistes du 7^{ème} jour situées sur son territoire* ».

La Fédération regroupe les Eglises Adventistes situées sur son territoire et les dîmes des groupes et des églises locales sont intégralement versées à la Fédération.

Compte tenu de la part importante de jugement de la direction, j'ai considéré l'évaluation des dîmes et des créances liées à ces produits, comme un point clé de mon audit en raison du caractère significatif de ce poste au regard de l'activité de la Fédération.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Mes travaux ont principalement consisté à :

- Procéder à un examen analytique de l'ensemble des produits et apprécier la variation par rapport à l'exercice précédent,
- Prendre connaissance des dispositifs de conception, d'évaluation et de mise en œuvre des contrôles internes et des contrôles informatiques, des procédures mises en œuvre pour sécuriser la formation, la reconnaissance et les collectes des dîmes ainsi que leur enregistrement en comptabilité,
- Evaluer la méthode de constatation des produits et examiner les principes de comptabilisation retenus,
- Evaluer l'efficacité des contrôles mis en place par la direction entourant l'analyse de la constatation des produits,
- Obtenir les rapports de vérification des églises et contrôler que les valeurs portées à l'actif des comptes au 31 décembre 2024 étaient bien encaissées au cours de l'exercice suivant.

V. Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressées aux membres de l'association

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- a. il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- b. il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- c. il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- d. il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles

de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- e. il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mulhouse, le 05 mai 2025

Jean-Marie HALM
Commissaire aux comptes inscrit
À la Compagnie de COLMAR



Annexes

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 109	2 041	3 068	96
Autres immobilisations incorporelles	2 952	2 952		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 046 882		4 046 882	3 997 382
Constructions	27 242 670	7 406 975	19 835 695	11 466 185
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 448 585	920 894	527 691	104 273
Autres immobilisations corporelles	259 151	126 880	132 271	21 585
Immobilisations corporelles en cours		99 137	-99 137	-99 137
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	2 876 907		2 876 907	9 297 164
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	1		1	1
Prêts	69 284		69 284	26 344
Autres immobilisations financières	64 456		64 456	57 118
TOTAL I	36 015 998	8 558 879	27 457 119	24 871 010
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 020 185		1 020 185	1 445 252
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 336 452		5 336 452	7 037 247
Charges constatées d'avance	72 999		72 999	61 677
TOTAL III	6 429 636		6 429 636	8 544 176
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	42 445 634	8 558 879	33 886 755	33 415 185



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 472 103	8 472 103
Fonds propres complémentaires	5 523 801	5 523 801
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	3 633 472	2 603 204
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	8 104 288	8 164 288
Excédent ou déficit de l'exercice	793 019	970 269
Situation nette	26 526 682	25 733 663
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	26 526 682	25 733 663
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 521 967	1 363 189
TOTAL III	1 521 967	1 363 189
Provisions		
Provisions pour risques	196 738	77 070
Provisions pour charges	232 332	258 777
TOTAL IV	429 070	335 847
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 986 610	3 590 024
Emprunts et dettes financières diverses	1 447 173	979 132
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 576	117 163
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	412 118	415 099
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	329 396	798 669
Autres dettes	83 636	65 304
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	34 526	17 095
TOTAL V	5 409 035	5 982 486
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	33 886 755	33 415 185

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	28 421	37 783
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 103	16 137
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 887 655	9 869 038
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	26 962	
Contributions financières	250 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	434 038	258 804
Utilisations des fonds dédiés	113 291	10 848
Autres produits	14 782	11 065
TOTAL I	10 767 251	10 203 674
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 433 578	2 357 583
Aides financières	1 354 460	1 239 485
Impôts, taxes et versements assimilés	104 957	106 066
Salaires et traitements	2 135 672	2 083 821
Charges sociales	903 020	883 512
Dotations aux amortissements et dépréciations	518 205	477 693
Dotations aux provisions		24 274
Reports en fonds dédiés	272 069	130 872
Autres charges	2 215 166	2 172 678
TOTAL II	9 937 128	9 475 984
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	830 123	727 691
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	113 860	85 411
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	113 860	85 411
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	27 763	33 228
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	27 763	33 228
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	86 097	52 183
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	916 220	779 873



Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		1 627
Sur opérations en capital		237 600
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 816	86 103
TOTAL V	3 816	325 330
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 533	7 085
Sur opérations en capital		28 062
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	123 484	99 787
TOTAL VI	127 017	134 935
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-123 201	190 395
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	10 884 927	10 614 416
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	10 091 908	9 644 147
EXCÉDENT OU DÉFICIT	793 019	970 269

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



Annexe

Description de l'entité

Identité de l'Association :

L'union d'associations cultuelles dénommée FÉDÉRATION DES ÉGLISES ADVENTISTES DU SEPTIEME JOUR DU NORD DE LA FRANCE a été fondée à Paris le 26 janvier 1918, conformément à l'article 7 du Décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1er juillet relative au contrat d'association, ainsi qu'aux articles 18 à 20 de la Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, et déclarée à la Préfecture de la Seine sous le n° 157 748 (J.O. du 26 février 1918).

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 130 Boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

Elle est identifiée sous le numéro RNA W751204466 et le Siret 784 544 207 00011.

Objet social :

Le but de cette union d'associations cultuelles, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 9 décembre 1905 et au décret du 16 août 1906 est de :

1. Pourvoir aux frais, à l'entretien et à l'exercice du culte, conformément aux croyances, aux pratiques et aux rites de l'Eglise Adventiste du septième jour.
2. Fédérer les Églises Adventistes du septième jour situées sur son territoire.
3. Mettre en place les conditions pour l'exercice de la mission dans les églises locales situées sur son territoire.

Nature et périmètre des activités :

Son territoire comprend les départements français suivants :

02 Aisne. 08 Ardennes. 10 Aube. 14 Calvados. 18 Cher. 21 Côte d'Or. 22 Côtes d'Armor. 25 Doubs. 27 Eure. 28 Eure-et-Loir. 29 Finistère. 35 Ille-et-Vilaine. 36 Indre. 37 Indre-et-Loire. 39 Jura. 41 Loir-et-Cher. 44 Loire-Atlantique. 45 Loiret. 49 Maine-et Loire. 50 Manche. 51 Marne. 52 Haute-Marne. 53 Mayenne. 54 Meurthe-et-Moselle. 55 Meuse. 56 Morbihan. 57 Moselle. 58 Nièvre. 59 Nord. 60 Oise. 61 Orne. 62 Pas-de-Calais. 67 Bas-Rhin. 68 Haut-Rhin. 70 Haute-Saône. 71 Saône-et-Loire (sauf Mâcon). 72 Sarthe. 75 Paris. 76 Seine-Maritime. 77 Seine-et-Marne. 78 Yvelines. 79 Deux-Sèvres. 80 Somme. 85 Vendée. 86 Vienne. 88 Vosges. 89 Yonne. 90 Territoire de Belfort. 91 Essonne. 92 Hauts-de-Seine. 93 Seine-Saint-Denis. 94 Val-de-Marne. 95 Val d'Oise.

Moyens mis en œuvre :

La liste des chapelles et autres biens immobiliers dont l'entité est propriétaire ou locataire est fournie de façon détaillée en annexe des présents comptes annuels.

L'Association compte parmi ses effectifs :

- 54 pasteurs ayant le statut administratif de ministres du culte, affiliés à la Cavimac ;
- 12 salariés administratifs, affiliés au régime de droit commun.

Le tableau des effectifs est communiqué en annexe des comptes.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 33 886 755 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 793 019 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

- Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :
le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des précisions apportées au paragraphe "Changement de méthode comptable",
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Investissements :

Mise en service des locaux sis au 130 Boulevard de l'Hôpital à Paris.

Restructuration juridique :

En vue de se conformer aux dispositions de la Loi CRPR n°2021-1109 du 24 août 2021, le Conseil d'Administration a acté le regroupement de l'ensemble des associations cultuelles membres de la Fédération des Eglises Adventistes du Septième Jour du Nord de la France, en "antennes" directement au sein de la Fédération.

A compter de 2024 les églises locales n'auront plus de personnalité juridique propre. Il n'y aura donc plus qu'une seule entité juridique (la Fédération) en support à l'exercice public du culte des Eglises Adventistes du Septième Jour du Nord de la France.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations corporelles : Chapelles & Logements

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés par lots de composants, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire :

- Gros œuvre : 80 ans,
- Extérieurs et Techniques : 25 ans,
- Intérieurs : 15 ans,
- Installations électroniques : 10 ans,
- Espaces verts : 5 ans

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 3 ans, |
| • Constructions sur sol d'autrui | 25 ans, |
| • Agencements et aménagements | 3 à 25 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Néant.

Subventions d'investissement

Néant.

Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été constituées à la clôture de l'exercice à hauteur de 196 738 euros.
Le détail et la variation de ces provisions sont présentés sur l'annexe "Etat des provisions et dépréciations".

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales) :
 - catégorie sociale : ministre du culte ou salarié
 - hypothèse de progression de la masse salariale : 1 %
 - taux de rotation prévisionnel du personnel : 1 %
 - taux de charges sociales : 21 % pour les ministres du culte et 55 % pour les salariés
- taux d'actualisation retenu à 3.38 % selon l'indice Willis Towers Watson au 31/12/2024.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 232 332 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 1 521 967 euros.
Le détail et la variation de ces fonds dédiés sont présentés sur l'annexe "Variation des fonds dédiés et reportés".

Il est à noter que le fonds dédiés "Plan Joas" est repris à compter de 2024 au rythme de la durée la plus courte des investissements réalisés, soit sur 10 ans.

Travaux Ad'Ap :

L'entité a établi en 2015 un Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) en vue de réaliser des travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite.
Le total des travaux a été estimé par la direction à 4 880 000 €.
L'agenda initial planifiait une réalisation des travaux sur la période de 2016 à 2024.
A date d'établissement des comptes annuels l'entité n'a pas engagé de travaux significatifs.
Au 31/12/2024 l'entité dispose d'un cumul de fonds dédiés "ADAP" de 564 540 € comptabilisés dans les comptes de racine 19601xxx.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité n'a pas souscrit de nouvel emprunt.

Le montant restant à rembourser au 31/12/2024 est de 2 981 774 euros.

Contributions volontaires en nature

Conformément aux recommandations formulées par la Fédération Protestante de France et par l'Union des Fédérations Adventistes :

La Fédération reconnaît toute l'importance de l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de son activité. Cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et constitue une offrande. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement.

En conséquence, et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

En tant qu'association culturelle reconnue par la préfecture elle est habilitée à bénéficier des avantages fiscaux qui en résultent, et notamment (de façon non exhaustive) :

- la capacité de recevoir des legs et donations exonérés de droits de mutation ;
- la capacité de délivrer des reçus fiscaux aux donateurs ;
- la capacité à bénéficier d'immeubles de rapport reçus à titre gratuit ;
- l'exonération de taxe foncière.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 109 575 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	101 350 €	8 225 €

Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	13 995 903				13 995 903
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 603 204	970 269	60 000		3 633 472
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	8 164 288			60 000	8 104 288
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	970 269	-970 269	793 019		793 019
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	25 733 663		853 019	60 000	26 526 682
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	25 733 663		853 019	60 000	26 526 682

Commentaires : néant

Variation des fonds dédiés

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Fonds dédiés fonctionnement	4 455					4 455	4 455
Fonds dédiés achats locaux	800 821	210 626	65 047			946 400	529 905
Fonds dédiés ADAP	551 342	61 612	48 414			564 540	467 647
Fonds dédiés sur legs	6 572					6 572	6 572
TOTAL	1 363 190	272 238	113 461			1 521 967	1 008 579
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 314		2 398
TOTAL	10 314		2 398
Terrains	3 997 382		49 500
Constructions :	17 502 029		8 818 778
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui	146 515		
- Générales, agencements et aménagements constructions	761 708		13 640
Installations :	982 675		465 910
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	205 345		123 396
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	9 297 164		2 398 111
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	32 892 819		11 869 335
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	1		
Prêts et autres immobilisations financières	83 462		94 982
TOTAL	83 463		94 982
TOTAL GÉNÉRAL	32 986 595		11 966 715

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		4 650	8 061	
TOTAL		4 650	8 061	
Terrains			4 046 882	
Constructions :			26 320 807	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui			146 515	
- Gales, agencés et aménagt. const.			775 348	
Installations :			1 448 585	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencés et aménagt. divers				
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		69 590	259 151	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	8 818 368		2 876 907	
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL	8 818 368	69 589	35 874 196	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés			1	
Prêts et autres immobilisations financières		44 704	133 740	
TOTAL		44 704	133 741	
TOTAL GÉNÉRAL	8 818 368	118 943	36 015 998	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 218	96	5 321	4 993
TOTAL	10 218	96	5 321	4 993
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	6 357 291	428 985		6 786 277
- Sur sol d'autrui	100 989	9 662		110 652
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	485 786	24 260		510 046
Installations techniques, matériel et outillage industriel	878 402	42 492		920 894
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	183 761	12 710	69 590	126 880
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	8 006 230	518 109	69 590	8 454 749
TOTAL GÉNÉRAL	8 016 448	518 205	74 911	8 459 742

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	77 070	123 484	3 816	196 738
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	258 777		26 445	232 332
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	335 847	123 484	30 261	429 070

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles	99 137			99 137
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	99 137			99 137
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	434 984	123 484	30 261	528 207
- D'exploitation			26 445	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		123 484	3 816	

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	69 284	14 951	54 333
Autres immobilisations financières	64 456	64 456	
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	9 960	9 960	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	334	334	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	643	643	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées	86 840	86 840	
Débiteurs divers	922 408	473 818	448 590
Charges constatées d'avance	72 999	72 999	
TOTAL	1 226 923	724 001	502 923

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	4 303	4 303		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	2 982 307	613 629	2 093 702	274 975
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	115 576	115 576		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	189 314	189 314		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	218 351	218 351		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 452	4 452		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	329 396	329 396		
Confédération, fédération, union, associations affiliées	1 447 173	1 447 173		
Autres dettes	83 636	83 636		
Produits constatés d'avance	34 526	34 526		
TOTAL	5 409 035	3 040 358	2 093 702	274 975



Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	533	623
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 282	40 034
Dettes fiscales et sociales	235 647	240 998
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 928	113
TOTAL	294 390	281 767

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	533	623
16884001 INTÉRÊTS COURUS NON ÉCHUS	533	623
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 282	40 034
40800001 FNS. FACTURES NON PARVENUES	53 282	40 034
Dettes fiscales et sociales	235 647	240 998
42820000 DETTES PROVISIONNÉES POUR CONGÉS À PAYER	187 175	182 217
42860000 AUTRES CHARGES À PAYER		9 712
43820000 COTISATIONS SOCIALES SUR CONGÉS À PAYER	46 588	44 547
43860000 AUTRES CHARGES À PAYER		1 942
44820000 CHARGES FISCALES SUR CONGÉS À PAYER	1 884	2 579
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 928	113
46860000 CHARGES À PAYER	4 928	113
TOTAL	294 390	281 767

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	36 277	4 941
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	36 277	4 941

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	36 277	4 941
42870000 AUTRES PRODUITS À RECEVOIR	1 500	
43870000 ORG. SOCIAUX PRODUITS À RECEVOIR		1 501
46870000 PRODUITS À RECEVOIR	34 777	3 440
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	36 277	4 941

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	34 526	17 095
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		34 526	17 095

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	72 999	61 677
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		72 999	61 677



Produits et charges exceptionnelles

Détail des produits exceptionnels	Montant
Sur opérations de gestion	
Reprise de provisions pour litiges	3 816
Total des opérations de gestion	3 816
Sur opérations en capital	
Total des opérations en capital	
TOTAL	3 816

Détail des charges exceptionnelles	Montant
Sur opérations de gestion	
Pertes sur cautions non remboursées	3 208
Contravention	325
Provisions pour litiges	123 484
Total des opérations de gestion	127 017
Sur opérations en capital	
Total des opérations en capital	
TOTAL	127 017
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-123 201



Etat synthétique des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
ANGLETERRE	865
BELGIQUE	3 274
CANADA	170
ESPAGNE	156
ETATS-UNIS	96
SUISSE	2 487
TOTAL	7 048

Commentaires : La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'entité FÉDÉRATION DES ÉGLISES ADVENTISTES DU 7ème JOUR DU NORD DE LA FRANCE établi en application de l'article 434-3 du règlement ANC N°2018-06, est mise à disposition du public au siège situé au 130 BOULEVARD DE L'HOPITAL 75013 PARIS sur demande préalable.



Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	19 392
Conseils et prestations de services	
TOTAL	19 392

Commentaires : néant



Effectifs

Catégorie	Effectifs au 31/12	Dont :		ETP annuel
		Hommes	Femmes	
Ministres du culte	53	52	1	53.32
Salariés administratifs	12	3	9	12.00
Total	65	55	11	65.32

Inventaire des chapelles et logements (1)

Locaux dont la FEAN est propriétaire

CHAPELLES				
N° ORD	NOM DE L'ÉGLISE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
1	ANGERS	CHAPELLE	5 avenue Turpin de Crissé	49100
2	BAGNEUX	CHAPELLE	208 avenue Aristide Briand	92220
3	BAGNOLET	CHAPELLE	142 avenue Gambetta	93170
4	BESANÇON	CHAPELLE	40 rue Trey	25000
5	BOULOGNE-SUR-MER	CHAPELLE	Allée de l'Alma, Bâtiment Alma III	62200
6	BOURGES	CHAPELLE	163 chemin de Villeneuve	18000
7	CAEN	CHAPELLE	20 rue de Québec	14000
8	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	CHAPELLE	10 chemin Latéral du Nord	94500
9	CHARTRES	CHAPELLE	52 rue du Grand-Faubourg	28000
10	CHÂTELLERAULT	CHAPELLE	47 boulevard Victor Hugo	86100
11	CRÉTEIL	CHAPELLE	1 rue Tirard	94000
12	DIJON	CHAPELLE	26 boulevard de l'Université	21000
13	DRANCY	CHAPELLE	260 avenue Jean Jaurès	93700
14	DREUX	CHAPELLE	35 rue Parisis	28100
15	DUNKERQUE	CHAPELLE	350 Rte de la Samaritaine	59140
16	ENGLEFONTAINE	CHAPELLE	45 rue Victorien Cantineau	59530
17	ÉPINAL	CHAPELLE	14 rue Roland Thiéry	88000
18	ÉVRY	CHAPELLE	2 allée du Père Duchêne	91000
19	FÉCAMP	CHAPELLE	Route de Valmont, Sente-Magnan	76400
20	FRANCONVILLE	CHAPELLE	79 Chaussée Jules César	95130
21	GUEBWILLER	CHAPELLE	129 rue Théodore Deck	68500
22	IVRY SUR SEINE	CHAPELLE	25 rue Christophe Colomb	94200
23	LE HAVRE	CHAPELLE	58 rue Lord Kitchener	76600
24	LE MANS	CHAPELLE	14 rue Cauvin	72000
25	LE MEE SUR SEINE ¹	CHAPELLE	1 Place Nobel	77350
26	LILLE	CHAPELLE	11 rue des Débris Saint-Etienne	59000
27	MAISON DE L'ESPERANCE ²	CHAPELLE	13 rue Gracieuse	75005
28	MANTES-LA-JOLIE	CHAPELLE	15 rue du Docteur Roux	78200
29	MITRY-MORY	CHAPELLE	2 rue Henri Vidal	77290
30	MONTBÉLIARD	CHAPELLE	8 rue du Manège (Vieux Charmont)	25600
31	MORET-LOING-ET-ORVANNE	CHAPELLE	13 rue Berthelot	77250
32	NANTES	CHAPELLE	42 boulevard Auguste Peneau	44000

Inventaire des chapelles et logements (2)

N° ORD	NOM DE L'EGLISE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
33	NEUILLY-SUR-SEINE	CHAPELLE	81 boulevard Bineau	92200
34	ORLÉANS	CHAPELLE	5 rue du 19 Mars 1962 (St-Jean-de-Braye)	45800
35	PARIS-SUD ³	CHAPELLE	130 boulevard de l'Hôpital	75013
36	PARIS-SUD-EST	CHAPELLE	96 rue des Grands Champs	75020
37	PIERREFITTE	CHAPELLE	1 rue Jules Châtenay	93380
38	POITIERS	CHAPELLE	22 rue Serge Rouault	86000
39	PUISEUX-PONTOISE	CHAPELLE	2 route RN14	95650
40	RENNES	CHAPELLE	19 boulevard Marbeuf	35000
41	ROUEN	CHAPELLE	60 rue Pierre Renaudel	76100
42	SAINT-CLAUDE	CHAPELLE	22 rue des Étapes	39200
43	SAINT-MALO	CHAPELLE	52 rue des Cosnes	35400
44	SAVIGNY-LE-TEMPLE	CHAPELLE	16 rue Alfred de Musset	77176
45	TOURS	CHAPELLE	74 rue Léon Boyer	37000
46	VERSAILLES	CHAPELLE	22 rue des Réservoirs	78000
47	VILLIERS-LE-BEL ⁴	CHANTIER	5 avenue des Érables	95400

¹ Lieu de culte pour 2 églises adventistes² Lieu de culte utilisé par les activités de la Fédération des Églises Adventistes France Nord³ Chapelle en travaux : les membres de Paris-Sud se réunissent dans un lieu loué par cette église, à Villejuif.⁴ Projet en vente

Inventaire des chapelles et logements (3)

LOGEMENTS ET AUTRES				
N/O	NOM DU BIEN	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
1	ANGERS	APPART.	5 avenue de Crissé	49100
2	BOURG-LA-REINE	APPART.	28 rue Yvonne	92340
3	CACHAN	MAISON	9 rue des Amandiers	94230
4	CAEN	MAISON	18 rue de Quebec	14000
5	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	APPART.	22-26 boulevard Jules Guesde	94500
6	FONTENAY-AUX-ROSES	APPART.	9 rue des Potiers	92260
7	FRANQUEVILLE-ST-PIERRE	MAISON	10 square des Hauts Pommiers	76520
8	LE HAVRE	APPART.	56 rue Lord Kitchener	76600
9	LE MÉE-SUR-SEINE	MAISON	138 rue Montesquieu	77350
10	MANTES-LA-JOLIE	MAISON	17 rue Docteur Roux	78200
11	RENNES	APPART.	14 Allée du Danemark	35000
12	RENNES	APPART.	18 rue de Chateaudun	35000
13	ROUEN (Radio La Sentinelle)	MAISON	56 rue Pierre Renaudel	76000
14	SAINT-MALO (Radio Parole de vie)	APPART.	9-11 boulevard Léonce Demalvilain	35400
15	SIEGE FEA.N	BUREAUX	130 boulevard de l'Hôpital	75013
16	TINQUEUX	APPART.	12Bis Grande Rue	51430
17	VILLUIS	TERRAIN	Rue de Noyen	77480



Inventaire des chapelles et logements (4)

Locaux loués par la FEAN ou mis à sa disposition

CHAPELLES				
N/O	NOM DE L'ÉGLISE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
1	ALFORTVILLE Roumains	CHAPELLE	8 rue du groupe Manouchian	94140
2	AMIENS	CHAPELLE	Egl. Réf. de France - 19 rue Jean Calvin	80000
3	ARNOUVILLE (Groupe Ghanéens)	SALLE	Égl. Evang. Franco-Arménienne - 5 avenue de la Concorde	95400
4	BEAUVAIS (Groupe)	CHAPELLE	Église Protestante Unie - 95 rue St Pierre	60000
5	BLAIN	SALLE	1 Château de la Groulais	44130
6	BLOIS (Groupe)	CHAPELLE	Église Protestante Réformée - 30 rue des Minimes	41000
7	BREST	CHAPELLE	85 rue Quimper	29200
8	CHAMBLY	SALLE	6 RUE Leonard de Vinci	60230
9	CHARENTON-LE-PONT (Lusophones)	CHAPELLE	12 rue Guérin - Charenton-le-Pont	94220
10	CHATEAUROUX (Gr.)	SALLE	Salle Jeannine Blanchet - 167 rue Ratouis de Limay	36000
11	CHEVILLY-LARUE	CHAPELLE	15 rue de l'Adjudant-Chef Dericbourg	94550
12	CHOISY-LE-ROI	CHAPELLE	Église Apostolique - 5 rue de l'Est	94600
13	COLMAR – SME ¹	CHAPELLE	19 rue Saint-Joseph	68000
14	COULOMMIERS	CHAPELLE	Egl. Réf. de France - 19 rue Patras	77120
15	CREIL	CHAPELLE	10 rue Charles Somasco	60100
16	COURBEVOIE (Groupe)	CHAPELLE	40 rue du 22 septembre	92400
17	DAMMARIE-LES-LYS - SPL ¹	CHAPELLE	69 avenue Maréchal Foch	77190
18	DIEPPE	CHAPELLE	Espace Théo. Monot - 76 rue de la Barre	76200
19	ELANCOURT	CHAPELLE	9bis avenue de la Gare (Montigny-le-Bretonneux)	78180
20	HOUILLES (Russophone)	CHAPELLE	Temple Prot. - 47 rue Camille Pelletan	78800
21	JOINVILLE-LE-PONT (Philippins)	CHAPELLE	81 Quai de la Marne	94340
22	LA CELLE-SAINT-CLOUD (Malgaches)	CHAPELLE	Église Réformée - 1 avenue du Pré d'Orient	78170
23	LA FÈRE (Ex Chauny)	CHAPELLE	12 rue du Général de Gaulle	02800
N/O	NOM DE L'ÉGLISE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
24	LOGNES (HAITIEN)	CHAPELLE	10 rue de la Maison Rouge	77185
25	MEAUX	CHAPELLE	Egl. Evang. Baptiste, 55 avenue Henri A...	77100
26	METZ	CHAPELLE	4 bis avenue de Lattre de Tassigny	57000

Inventaire des chapelles et logements (5)

27	MONTARGIS	CHAPELLE	24bis rue Gaillardin	45200
28	MORSANG-SUR-ORGE	CHAPELLE	Église Ev. Bapt - 56 avenue Salvador Allende	91390
29	MULHOUSE – SME ²	CHAPELLE	23 Grand rue	68100
30	MUNSTER – SME ²	CHAPELLE	93a chemin du Solberg	68140
31	NANCY – SME ²	CHAPELLE	46 rue Stanislas	54000
32	NIORT (Groupe)	CHAPELLE	Temple Év. Baptiste - 17 rue de l'Herse	79000
33	NOISY-LE-GRAND (Lusophones)	SALLE	12 Place Georges Pompidou	93160
34	OBERHOFFEN SUR MODER – SME ²	CHAPELLE	Impasse des Prunes	67240
35	NOISY-LE-SEC (Haitienne)	SALLE	L'Oasis de Noisy, rue du Vieux Chemin de Saint-Denis	93130
36	PALaiseau	CHAPELLE	Eglise Protest Evang – 41 av du 8 mai 1945	91120
37	PANTIN (Roumains)	CHAPELLE	56 rue Jules Auffret	93500
38	PARIS V (Anglophones)	CHAPELLE	24 rue Pierre Nicole	75005
39	PARIS XVIII (Hispanophone)	CHAPELLE	58 rue Madame	75006
40	PARIS VII Grenelle (Roumains)	CHAPELLE	106 rue de Grenelle	75007
41	PARIS XIII ERF (Roumains d'expression française)	CHAPELLE	172 boulevard Vincent Auriol	75013
42	PARIS XVI Trocadéro (Roumains)	CHAPELLE	19 rue Cortambert	75116
43	PARIS XV (groupe sud-coréen)	CHAPELLE	105 rue de l'Abbé Groult	75015
44	PLÉDRAN (Saint-Brieuc)	DOMICILE	Chez les membres de l'église	22680
45	POISSY (Lusophones)	CHAPELLE	31 rue des Ursulines	78300
46	PROVINS	CHAPELLE	16 avenue André Malraux	77160
47	REIMS	CHAPELLE	20 rue de l'Île de France (Tingueux)	51100
48	SAINT-DENIS (Ex Epinay)	CHAPELLE	29 boulevard de Carnot	93200
49	SAINT-DENIS (Ghanéens)	CHAPELLE	71-73 rue de la Briche	93200
50	SAINT-DENIS LA CHEVASSE	CHAPELLE	10 rue de la Bernette	85170
51	SAINT-DIÉ	CHAPELLE	21 rue Saint Charles	88100
52	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	CHAPELLE	1 avenue des loges	78100
53	SENS (Groupe)	MAISON	3 rue Boileau	89100
54	STRASBOURG – SME ²	CHAPELLE	5 boulevard d'Anvers	67000
55	STRASBOURG – SME ² (Gr.Ghanéens)	SALLE	4 rue Schumann	67000
56	TROYES	CHAPELLE	40 boulevard Jules Guesde	10000
57	VANNES	SALLE	4 rue Frères Lumière	56000

Inventaire des chapelles et logements (6)

58	VILLENEUVE-ST-GEORGES (Tamouls)	CHAPELLE	33 Avenue de Valenton	94190
59	VILLEJUIF (Paris-Sud)	SALLE	ZAC Les Petites Bruyères - 11-13 rue Auguste Perret	94800
60	VINCENNES (Roumains)	CHAPELLE	14 rue de la Fraternité	94300

¹Société Philanthropique de la Lignière à Berne²Société Missionnaire de l'Est

LOGEMENTS				
N/O	ASSOCIATION PRETEUSE	NATURE DU BIEN	ADRESSE	CODE POSTAL
1	SME	SALLE RDC	19a rue Saint-Joseph, Colmar	68000
2	SME	APPT 3E	4 rue Schumann, Strasbourg	67000
3	SOCIÉTÉ PHILANTHROPIQUE DE LA LIGNIÈRE À BERNE	ECOLE DU LYS	69 avenue Maréchal Foch, Dammarie les Lys	77190
4	SOCIÉTÉ DES MISSIONS ADVENTISTES DE FRANCE	MAISON	21 rue Bayon, Saint-Maur-des-Fossés	94100

